



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/ENERGY/2008/2
10 septembre 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DE L'ÉNERGIE DURABLE

Dix-septième session

Genève, 19-21 novembre 2008

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'ÉTUDE DE LA CEE SUR
LES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ÉNERGIE DURABLE
VISANT À RÉDUIRE LES RISQUES ASSOCIÉS
À LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE**

Note du secrétariat

I. MANDAT

1. À sa seizième session, en novembre 2007, le Comité a organisé son premier dialogue d'une journée sur la sécurité énergétique consacré à l'investissement dans le secteur des hydrocarbures et le financement de ce secteur pour améliorer la sécurité énergétique mondiale. À la fin de la session, le Président a publié un résumé des débats tenus sur le thème de l'investissement dans l'atténuation des risques en matière de sécurité énergétique (ECE/ENERGY/76, annexe I) au cours desquels les participants ont noté notamment que les initiatives ci-après seraient entreprises:

a) Le secrétariat, en collaboration avec les experts nationaux et internationaux intéressés, réaliserait:

- i) Une étude sur la façon dont les risques en matière de sécurité énergétique sont perçus par les décideurs au sein des gouvernements, des entreprises du secteur énergétique, des milieux financiers internationaux ainsi que des organisations et associations internationales et supranationales;
- ii) Une analyse visant à déterminer comment les actions gouvernementales de promotion du développement des énergies durables peuvent améliorer la sécurité énergétique.

Le Comité a demandé au secrétariat de lui faire rapport sur l'état d'avancement et sur les premiers résultats de ces études à sa dix-septième session (ECE/ENERGY/76, par. 18). Il s'agit d'une activité financée sur des ressources extrabudgétaires par l'European Business Congress (EBC) et son Comité de l'énergie.

II. APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE SÛRS ET DURABLES

2. Il existe un certain nombre de raisons fondamentales qui expliquent pourquoi la question de la sécurité énergétique est réapparue en tant que préoccupation économique prépondérante. Depuis 2003, l'augmentation rapide des importations de pétrole des pays en développement et le rétrécissement de l'écart entre l'offre et la demande ont provoqué une hausse des cours, dont la volatilité est accentuée par les tensions internationales, le terrorisme et d'éventuelles ruptures d'approvisionnement. Si les réserves et les ressources en hydrocarbures sont abondantes à l'échelle de la planète, elles sont toutefois concentrées dans quelques régions, dont certaines sont économiquement vulnérables et instables. L'exploitation de ces réserves dans certains pays peut même se révéler difficile du fait de l'accès limité octroyé aux compagnies pétrolières et gazières. Alors que les pays consommateurs d'énergie cherchent à garantir leurs approvisionnements, les pays producteurs cherchent à s'assurer des débouchés durables pour réduire les risques associés aux importants investissements à long terme.

3. Il s'agit là de problèmes d'une diversité, d'une portée et d'une complexité considérables. La question de l'énergie durable est tout aussi délicate: il ne sera pas facile d'assurer la transition vers des ressources énergétiques respectueuses de l'environnement, ni de faire en sorte que les générations futures y aient accès. Elle offre toutefois des solutions à long terme au problème urgent de la sécurité de l'approvisionnement en énergie, qui dépendra probablement surtout de la prudence des politiques actuelles. Le Comité de l'énergie durable de la CEE est organisé de façon à promouvoir la coopération internationale précisément sur ces politiques et ces mesures.

III. OBJECTIFS DU PROJET

4. L'objectif à long terme de l'étude de la CEE est de favoriser un dialogue multilatéral qui permette de réduire les risques liés à la sécurité énergétique et la mise en œuvre de politiques d'énergie durable. À cette fin, elle cherche à déterminer comment les principaux décideurs des pays exportateurs d'énergie comme des pays consommateurs perçoivent les risques et comment les politiques, les technologies et les pratiques de gestion sont susceptibles de les réduire. Ce faisant, elle expliquera le rôle de la coopération internationale dans le développement de systèmes énergétiques sûrs et durables.

5. Le projet a trois objectifs immédiats: évaluer comment les représentants des gouvernements, des entreprises du secteur de l'énergie, des milieux financiers et des organisations internationales concernées perçoivent les risques en matière de sécurité énergétique; analyser l'impact des politiques d'énergie durable – efficacité énergétique, technologies d'exploitation des sources d'énergie renouvelables, production non polluante d'électricité, remplacement des combustibles, réserves et ressources en énergie – sur la sécurité énergétique; et définir le rôle joué par la coopération internationale entre gouvernements et entreprises privées.

IV. ÉTAT D'AVANCEMENT DES QUESTIONS DE FOND

6. Une grande attention a été portée à une première analyse de l'impact de certaines politiques d'énergie durable sur les risques en matière de sécurité énergétique. Trois grands thèmes ont été étudiés. Premièrement, les liens existant entre sécurité énergétique et marchés financiers, compte tenu de l'augmentation importante du prix des hydrocarbures au cours des cinq dernières années et de la controverse sur le rôle joué par les spéculateurs dans cette augmentation. C'est dans le cadre de ces interactions complexes qu'a été étudiée la question des sources de financement des infrastructures énergétiques. Des distinctions claires ont été établies entre fonds propres, endettement et financement et leur rôle tout au long de la chaîne énergétique. L'intérêt majeur a été de permettre de définir clairement à quel stade recourir à ces diverses formes de financement et d'identifier les principales différences dans les profils des risques en fonction de la configuration du projet, du degré de risque accepté et de la place du projet dans la chaîne de l'industrie des hydrocarbures. Il faudrait donc adapter l'utilisation des techniques de réduction à la nature du projet.

7. Deuxièmement, un examen détaillé des risques en matière de sécurité énergétique en fonction de projections à long terme concernant la région de la CEE et plus particulièrement trois grandes sous-régions – Amérique du Nord, Europe et Fédération de Russie – a été entrepris. Un certain nombre de risques ont ainsi été soulignés, chacun étant susceptible de limiter fortement la capacité du secteur énergétique des États membres de la CEE à assurer un approvisionnement en hydrocarbures de leur économie et de leur société durable et à un prix abordable. Cette étude a montré qu'il existait de nombreux risques en matière de sécurité énergétique tout au long de la chaîne énergétique, contrairement à l'opinion répandue selon laquelle la sécurité énergétique est un problème qui ne se pose qu'en amont.

8. Troisièmement, afin de réduire ces risques, on a étudié les avantages et les inconvénients de certaines politiques, technologies et pratiques, et plus particulièrement les questions du financement de nouvelles technologies et pratiques, du pétrole non conventionnel et de l'efficacité énergétique. La capacité des gouvernements, du secteur privé et des fournisseurs de technologie à entretenir des liens complexes en vue de concevoir puis de commercialiser de nouvelles technologies énergétiques semble essentielle. Conceptualiser et tester avec succès les technologies envisagées demande beaucoup de moyens financiers et de temps. De plus, le risque d'échec est réel. Ces dernières années, on a enregistré d'importants progrès techniques et une réduction du coût unitaire dans les domaines du pétrole non conventionnel, notamment des sables pétrolifères et des schistes bitumeux. Une exploitation suppose toutefois des investissements importants et, pour être compétitive, une coopération plus étroite entre toutes les parties prenantes à laquelle l'État devrait peut-être se joindre quand le marché n'est pas suffisamment développé ou est inexistant. Du côté de l'offre, il existe un ensemble impressionnant de technologies susceptibles d'accroître la production et d'améliorer la récupération, alors que du côté de la demande les mesures en faveur de l'efficacité énergétique se sont révélées fiables, facilement applicables et relativement bon marché. Les politiques publiques, l'accès au financement et, si nécessaire, des mécanismes de financement adaptés sont indispensables pour améliorer en permanence l'efficacité énergétique, ce qui pourrait contribuer de façon décisive à renforcer la sécurité énergétique.

V. ÉTAT D'AVANCEMENT DES QUESTIONS MÉTHODOLOGIQUES

9. Il faut faire un effort d'ordre méthodologique très important pour préciser comment sont perçus les risques en matière de sécurité énergétique et identifier les facteurs déterminants des actions des gouvernements et du secteur privé dans la région de la CEE. L'objectif est de mettre au point une méthode qui permette de comparer les risques tels qu'ils sont perçus par les gouvernements des pays exportateurs et importateurs d'énergie, les entreprises du secteur énergétique, les banques, les milieux financiers et les organisations internationales spécialisées qui œuvrent dans ce domaine. À ce stade, il s'agit d'établir une méthode de travail, de présenter un plan pour l'étude et d'en établir les grandes lignes.

10. L'hypothèse de départ est que si des conférences et des rapports ont montré qu'il existait de nombreux risques potentiels, peu de choses ont été faites pour en évaluer la probabilité ou la gravité de leurs effets sur le développement économique et social d'un pays.

11. Le meilleur moyen d'évaluer la probabilité de ces risques et l'ampleur de leurs effets sur le développement économique et social pourrait être de combiner une enquête et une étude selon la technique Delphi.

VI. CONCLUSIONS

12. D'importants progrès ont été réalisés au cours de la première année de l'étude sur les politiques en matière d'énergie durable visant à réduire les risques associés à la sécurité énergétique. Les objectifs et les méthodes de travail ont été clairement identifiés et correspondent parfaitement au mandat et au programme de travail du Comité de l'énergie durable. L'effort résolu entrepris au début de cette année sur les questions de fond et de méthodologie se poursuivra en tenant compte des connaissances et des compétences qui existent dans la région.
